



Ce rapport met en lumière les risques graves en matière de droits fondamentaux que courent 1,6 million de Syriens cherchant refuge en Turquie depuis le début de la guerre civile. Nombre d'entre eux sont refoulés vers la Syrie, en proie au conflit, ou visés par des tirs à la frontière. Selon ce rapport, au moins 17 personnes ont été victimes de tirs de la part des gardes-frontières, entre décembre 2013 et août 2014, à des points de passage non reconnus.

En pratique, seuls deux postes frontaliers sont entièrement ouverts sur une bande frontalière de 900 kilomètres, et même à ces deux postes, les personnes ne disposant pas de passeport se voient régulièrement refuser le passage, excepté dans le cas où elles nécessitent une assistance médicale ou humanitaire d'urgence.

Selon Andrew Gardner, chercheur d'Amnesty International sur la Turquie, ce pays « éprouve beaucoup de difficultés pour répondre aux besoins élémentaires de plusieurs centaines de milliers de réfugiés syriens. En conséquence, nombre de ceux qui ont réussi à passer la frontière vivent aujourd'hui dans le dénuement le plus total. L'aide humanitaire internationale est très faible, mais la Turquie doit elle aussi se mobiliser davantage pour se voir octroyer cette aide ».

La Commission européenne a déclaré, par un communiqué de presse rendu public le 9 décembre 2014, que l'Union européenne allait intensifier son aide en faveur des réfugiés syriens en Turquie, pays qui a pris à sa charge une partie substantielle du poids financier de la crise. Les fonds humanitaires supplémentaires dégagés par la Commission seront utilisés pour aider les réfugiés qui vivent hors des camps, en leur permettant de bénéficier de programmes d'assistance en espèces, d'une aide matérielle pour les primo-arrivants et de soins de santé.

Pour plus d'information consultez [l'article d'Amnesty International](#), [le rapport d'Amnesty International dans son intégralité](#) (en anglais) et [le communiqué de presse de la Commission européenne](#).

Migrants et réfugiés en Méditerranée

Grèce : manifestation et grève de la faim de réfugiés syriens à Athènes

Environ 200 Syriens ont manifesté devant le parlement grec la semaine du 19 novembre. Plusieurs d'entre eux ont entamé une grève de la faim et certains ont dû être hospitalisés. Les manifestants, conscients de la situation économique en Grèce et du nombre de migrants présents sur son sol, souhaitent interpeller les États européens afin que ces derniers assument leurs responsabilités et « acceptent chez eux les réfugiés de guerre ».

Les manifestants réclamaient également aux autorités grecques des conditions décentes de logement, dénonçant « la misère » dans laquelle ils se trouvent en Grèce. Ils réclament en conséquence le droit de pouvoir se rendre dans un autre pays européen pour pouvoir y déposer une demande d'asile. Cependant,